



Communiqué de presse du bureau confédéral de la CNT

Le 08 octobre 2017

LA LUTTE DES CLASSES EST INTERNATIONALE ! **Solidarité avec nos camarades catalans et catalanes**



La CNT tient à exprimer sa solidarité de classe avec le peuple catalan qui s'est mobilisé pacifiquement et de manière massive pour défendre son droit à décider de son avenir.

Nous condamnons fermement la répression policière de l'État espagnol qui n'a pas hésité à utiliser la force pour tenter d'empêcher la tenue de ce référendum, afin de ne pas avoir à prendre en compte son résultat.

Plus de 844 militant.es ont été blessé.es par les forces policières lors des différents rassemblements en Catalogne, depuis le 20 septembre dernier.

Notre soutien n'est pas sur la question de fond qui touche la population catalane sur son indépendance ou non (cette question appartient aux travailleur.euses catalan.es), mais bien de condamner la répression policière et de l'État espagnol, et aussi de réaffirmer notre solidarité de classe, en revendiquant :

- le droit démocratique du peuple de Catalogne à décider lui-même de son projet de société à venir ;

-Un soutien incontestable de **la grève interprofessionnelle organisée par plusieurs organisations syndicales**, pour défendre les droits et revendications des travailleurs et travailleuses en Catalogne.

-La condamnation des violences policières et des déclarations du gouvernement espagnol qui sont une véritable provocation et une déclaration de guerre au peuple catalan en rejetant de fait toute expression politique de la population. Pire en organisant des contre manifestations, visant à diviser les travailleur.euses entre eux et elles.

Leurs agissements ne peuvent que renforcer la solidarité internationale que nous avons pu exprimer aux catalans et aux catalanes à travers plusieurs rassemblements. A Paris, Perpignan, Nîmes, Montpellier, tout comme dans d'autres pays, comme à Montréal.

**SI NOTRE REGARD SE PORTE
ACTUELLEMENT SUR LA
SITUATION EN CATALOGNE,
NOUS N'OUBLIONS PAS
LES AUTRES VICTIMES DE LA
RÉPRESSION DE L'ÉTAT
ESPAGNOL !**



- on n'oublie pas la loi « mordaza » ou loi du « baillon » et les descentes de polices de l'« opération pandora » qui ont eu lieu il y a deux ans : Ces lois visent à faire taire toutes celles et ceux, militants et militantes du mouvement social, en opposition avec l'État espagnol qui les affiche comme des ennemie.s de l'intérieur. Le franquisme a encore et toujours de beaux jours devant lui.

-Au pays basque (Euskal Herria), on n'oublie pas les plus de 400 prisonniers et prisonnières politiques qui croupissent en prison que ce soit au nord comme dans le sud, y compris ceux et celles qui ont « disparu » (en France comme en Espagne), l'interdiction de certaines organisations de jeunesse ou même l'interdiction de BATASUNA (parti de la gauche indépendantiste).

Il s'agit également de rester mobilisé.es ici en France, où nous ne pouvons oublier les répressions sauvages dont ont été victimes les manifestants et manifestantes contre la loi Macron l'an dernier, et en premier lieu les jeunes, objet d'une politique policière de la terreur qui s'inscrit dans la même volonté de bâillonner la contestation populaire.

De la même façon, L'utilisation abusive des mesures de l'État d'urgence pour perquisitionner chez des militants et militantes du mouvement social et les assigner à résidence, et d'une façon générale les lois antisociales qui ne cessent de s'accumuler, **doivent nous maintenir dans la plus grande vigilance quant à la défense de nos droits fondamentaux.**

**CONTRE LA VIOLENCE D'ÉTAT,
POUR LES LIBERTÉS ET LA DÉMOCRATIE DIRECTE
POUR LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION DES PEUPLES**

LA CNT